

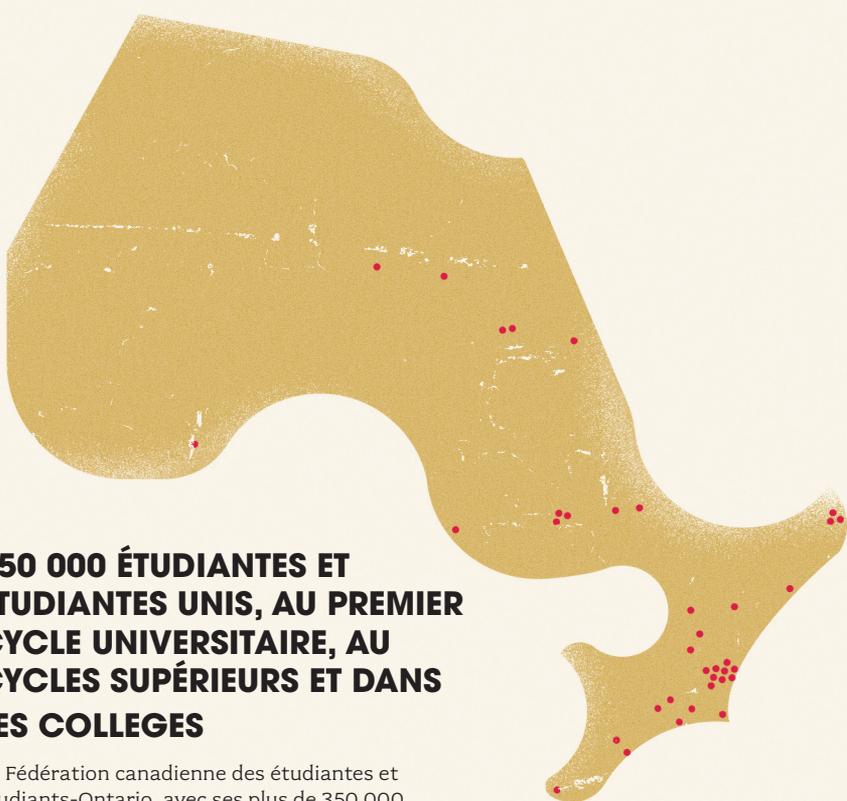
POSSIBILITÉS ILLIMITÉES

Soutien de l'éducation postsecondaire
dans le Nord de l'Ontario

cfsfcée



FÉDÉRATION CANADIENNE DES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS—ONTARIO



350 000 ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS UNIS, AU PREMIER CYCLE UNIVERSITAIRE, AU CYCLES SUPÉRIEURS ET DANS LES COLLEGES

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario, avec ses plus de 350 000 membres représentés par 38 syndicats étudiants dans toutes les régions de la province, est la voix des étudiantes et étudiants du niveau postsecondaire en Ontario. La Fédération représente des étudiantes et étudiants à plein temps et à temps partiel au niveau collégial, et à tous les cycles universitaires.

Janvier 2017

Pour des renseignements sur le présent document, veuillez vous adresser à :

*Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario
225 rue Richmond Ouest, Suite 302, Toronto, Ontario M5V 1W2*

Tél. : 416 925-3825 Téléc. : 416 925-6774 fceeontario.ca

This document is also available in English.

CONTENU

Introduction.....	1
Subventions ontariennes aux étudiantes et étudiants des régions éloignées.....	2
Garantie d'achèvement des programmes.....	4
Apprentissage par l'expérience.....	6
Soutien de tous les apprenants et apprenantes autochtones.....	9
Investissement dans le service ferroviaire de voyageurs.....	12
Programme de dégrèvement fiscal pour les frais de scolarité.....	14
Évaluations des retombées économiques.....	16
Conclusion.....	19



INTRODUCTION

L'Ontario est la province canadienne la plus peuplée, couvrant une vaste région géographique qui s'étend de la capitale du pays à la région urbaine la plus importante au Canada, des banlieues où foisonnent les maisons en rangée aux terres agricoles et des forêts boréales aux falaises rocailleuses sans oublier les baies. Cet unique panorama géographique fait de l'Ontario non seulement une très belle province, mais aussi une province parsemée de communautés, grandes et petites, entre ses frontières. Bien que beaucoup aient tendance à se concentrer sur le cône méridional de l'Ontario, où se trouvent Toronto, Ottawa, Kingston et toute une foule d'autres villes et cités, la région du Nord de la province est resplendissante de villes et cités dont la beauté naturelle, le mode de vie moderne et l'éducation de calibre mondial sont remarquables. Il y a de nombreux collèges et universités dans le Nord de l'Ontario, et chacun fait office non seulement de lieu d'apprentissage pour les groupes de population qui vivent sur des centaines de kilomètres, mais également de carrefours communautaires et d'employeurs. Ces établissements offrent également des programmes et effectuent de la recherche sur des questions d'intérêt universitaire uniques et axées sur la région, de la gestion des ressources naturelles aux langues, à l'histoire, à la philosophie et à la culture autochtone.

Bien qu'étudier dans le Nord présente certains avantages, cela a également des inconvénients. Les changements démographiques qui font diminuer la population d'âge universitaire et collégial ont durement touché la région, et de nombreux établissements luttent pour survivre. Les lacunes d'investissement dans l'emploi et dans l'industrie autre que la gestion des ressources naturelles ont entraîné un exode continu et chronique, particulièrement des nouveaux diplômés et diplômées. Les communautés plus isolées luttent pour financer des transports en commun fiables. Et certains résidents et résidentes du Nord de l'Ontario n'ont simplement pas les moyens de déménager dans la région urbaine la plus proche ayant un établissement d'enseignement.

Il est dans l'intérêt de la province de favoriser une région du Nord robuste et durable sur le plan économique et il y a en fait de nombreuses possibilités uniques au Nord de Toronto pour l'innovation et la croissance dans les secteurs traditionnellement « septentrionaux » de l'économie et d'autres. Mais afin de bénéficier des fruits de ces possibilités, la province doit prendre des mesures audacieuses pour rendre la vie, le travail et les études dans le Nord de l'Ontario non seulement viables, mais attrayants. Ce document souligne certaines options de politique en vue de nous assurer que les étudiantes et étudiants inscrits dans les collèges et universités du Nord de l'Ontario se sentent soutenus et réussissent dans leur carrière universitaire, et de tenter de favoriser des perspectives économiques pour la région qui inciteraient les étudiantes et étudiants locaux à s'établir dans la région après leurs études et d'en attirer d'autres de l'extérieur qui sont à la recherche de paysages magnifiques, d'une éducation exceptionnelle et de nouvelles perspectives.



SUBVENTIONS ONTARIENNES AUX ÉTUDIANT.E.S DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES

Contrairement aux collèges et universités du Sud de l'Ontario, les établissements dans le Nord sont au service de collectivités qui couvrent des centaines de kilomètres. Dans les milieux urbains et suburbains, il est fréquent pour plusieurs établissements d'exister dans des régions géographiques relativement petites, offrant aux étudiantes et étudiants le choix et l'accès à diverses possibilités en matière d'études. Dans le Nord de l'Ontario, les options offertes aux étudiantes et étudiants sont beaucoup plus limitées. Si une étudiante ou un étudiant ne peut déménager dans le Sud, ou veut simplement étudier à proximité du foyer familial, elle ou il a normalement le choix de fréquenter un collège et une université à une distance raisonnable du foyer. Néanmoins, la fréquentation de cet établissement exigerait probablement des déplacements sur de grandes distances, voire un relogement. Déménager loin du foyer familial oblige les étudiantes et étudiants à assumer des coûts additionnels comme le loyer, la nourriture, le transport et d'autres frais de subsistance qui peuvent augmenter les coûts d'origine de l'éducation de plus de 260 pour cent.¹ Ces coûts additionnels se font sentir de façon particulièrement marquée pour les étudiantes et étudiants des régions rurales et du Nord, qui sont plus susceptibles de devoir déménager pour faire des études postsecondaires. Selon une étude effectuée en 2009, 32 pour cent des étudiantes et étudiants qui vivent dans des milieux ruraux choisissent de faire des études universitaires, alors que 38 pour cent choisissent de faire des études collégiales; dans les centres urbains, 48 pour cent choisissent l'université alors que 29 pour cent choisissent le collège.² Environ une ou un élève du secondaire sur cinq vit à plus de 80 kilomètres d'une université et seulement 58 pour cent de ces élèves sont susceptibles de fréquenter l'université en comparaison de ceux qui vivent à 40 kilomètres ou moins d'une université.³ Par contraste, seulement trois pour cent de ces élèves vivent au-delà de la distance de navettage vers un collège, ce qui pourrait expliquer les taux plus élevés d'inscription au collège dans les régions rurales. Malgré tout, s'assurer que les élèves des régions rurales et du Nord sont inscrits et obtiennent leur diplôme dans un établissement d'enseignement postsecondaire est un élément essentiel de toute stratégie de croissance économique dans la région.



Au-delà des programmes d'aide financière normaux comme le RAFEO et l'imminente Subvention ontarienne d'études, la province offre des Subventions ontariennes aux étudiantes et étudiants des régions éloignées de 300 \$ par année scolaire pour qu'ils puissent déménager du foyer familial afin de poursuivre des études postsecondaires. Le foyer familial doit se trouver à 80 kilomètres ou plus du collège ou de l'université public de l'Ontario le plus proche, si vous êtes francophone, que la maison de vos parents est à moins de 80 kilomètres de l'école la plus proche, mais que cet établissement n'offre pas votre programme d'études en français.⁴ Durant l'année scolaire 2014-2015, le gouvernement a remis environ 5,6 millions de dollars en Subventions ontariennes à 14 600 étudiantes et étudiants des régions éloignées.⁵ Durant cette même année scolaire, plus de 35 700 étudiantes et étudiants étaient inscrits dans les collèges et universités du Nord, mais seulement la moitié de ces étudiantes et étudiants et de nombreux autres des communautés rurales éloignées du Sud de la province ont bénéficié des Subventions ontariennes aux étudiantes et étudiants des régions éloignées.

Recommandation

Le gouvernement devrait augmenter le financement pour les Subventions ontariennes aux étudiantes et étudiants des régions éloignées en doublant les fonds disponibles de 5,6 millions à 10 millions de dollars. Avec cette augmentation, la Subvention ontarienne aux étudiantes et étudiants des régions éloignées, d'une valeur de 400 \$ pourrait aider plus de 25 000 étudiantes et étudiants; des bourses de 500 \$ pourraient en aider 20 000; et des bourses de 300 \$ pourraient en aider 30 000. Pour aider le plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants qui en auraient besoin, le gouvernement devrait aussi songer à réduire de 80 à 40 kilomètres le seuil de distance.

1. Conseil canadien sur l'apprentissage. *Post-Secondary Education in Canada : Meeting Our Needs?*, 2009.
2. Kamanzi, P.C., P. Doray et J. Murdoch. « The Influence of Social and Cultural Determinants on Post-Secondary Pathways and Transitions », *Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire*, 2009.
3. Frenette, M. « Access to College and University : Does Distance to School Matter? », *Analyse de politiques*, vol. 30, no 4 p. 427 à 443, 2004.
4. Ministère de la Formation et des Collèges et Universités. *Subventions ontariennes aux étudiantes et étudiants des régions éloignées — Subvention pour frais de transport*. <https://osap.gov.on.ca/OSAPPortal/fr/A-ZListofAid/PRDR013086.html>
5. Ministère de la Formation et des Collèges et Universités, 2016.

GARANTIE D'ACHÈVEMENT DES PROGRAMMES

En raison des taux d'inscription qui diminuent et du sous-financement chronique, les collèges et universités luttent pour maintenir des programmes de haute qualité et complets pour les étudiantes et étudiants. À l'échelle de la province, des programmes sont fusionnés, restreints ou complètement éliminés. Bien qu'aucun établissement, quelle que soit son envergure ou sa population étudiante, ne soit à l'abri de ces défis, les effets sont sentis le plus vivement dans les écoles du Nord. Dans l'ensemble, de plus petites populations étudiantes et des circonstances financières plus restrictives font que les collèges et universités du Nord sont les plus touchés par les fluctuations dans les inscriptions et les priorités politiques changeantes de Queen's Park.

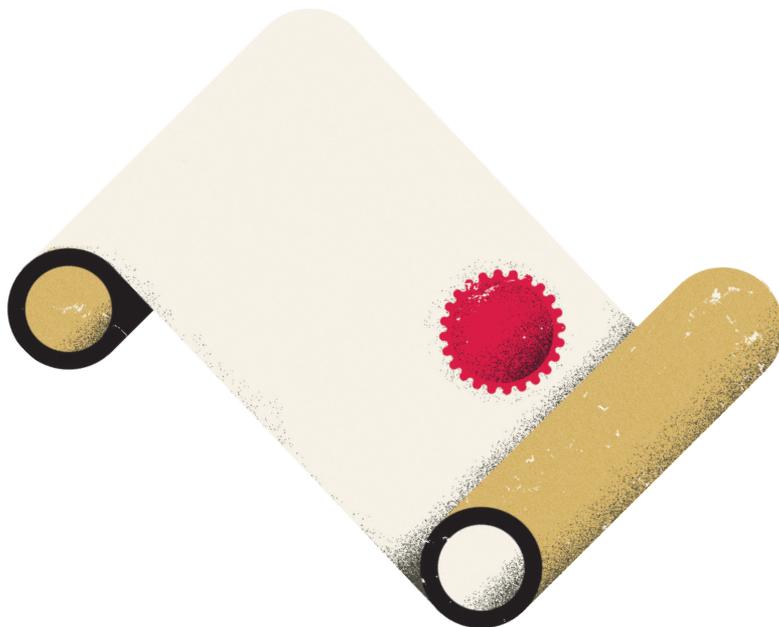
L'Université de Nipissing et le campus de Barrie de l'Université Laurentienne fournissent deux exemples malheureux de la vie scolaire d'étudiantes et d'étudiants qui est interrompue par la mauvaise gestion et les politiques. Après la publication d'un rapport externe accablant exposant sa situation financière sombre, il a été conseillé à l'Université de Nipissing de réduire le nombre de ses cours et de ses programmes, de mettre à pied du personnel et de vendre son campus de Bracebridge. Le rapport, rédigé par PriceWaterhouseCoopers a nommé six départements qui devraient être fermés : chimie, informatique, beaux-arts, histoire, science politique et études culturelles et en arts.⁶

L'Université Laurentienne a annoncé qu'elle fermerait ses campus de Barrie d'ici mai 2019, laissant en suspens l'éducation de certaines d'étudiantes et d'étudiants. L'université a offert à la population étudiante différentes options pour terminer leurs programmes, notamment le transfert à un autre établissement, suivre des cours en ligne et déménager à Sudbury pour étudier au campus principal. Il n'en coûterait que moins d'un pour cent du budget annuel de l'Université Laurentienne pour assurer que tous les étudiants et étudiantes de Barrie terminent leurs programmes sur le campus où ils ont commencé, pourtant, la Laurentienne a repoussé les revendications de la population étudiante.⁷

L'éducation n'est pas que des programmes et des cours, c'est en fait une question de proximité du foyer et de la famille, d'amies et d'amis, ainsi que de la création de rapports professionnels, et la vie du campus. Le ministère devrait intervenir pour s'assurer que la vie scolaire des étudiantes et étudiants n'est pas bouleversée par des politiques ou des décisions arrogantes d'établissements qui font face à une crise financière de leur propre création.

6. <http://www.theglobeandmail.com/news/national/nipissing-university-must-consider-significant-downsizing-audit/article28661728/>

7. <http://www.thebarrieexaminer.com/2016/04/15/laurentian-students-in-barrie-take-protest-north--to-sudbury>



Recommandation

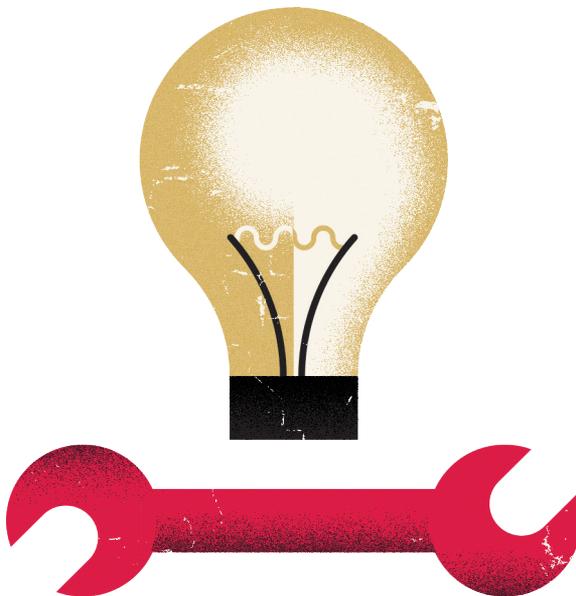
Le ministère devrait obliger toutes les offres d'admission aux collèges et universités publics à inclure des « garanties d'achèvement des programmes » indiquant explicitement que l'établissement garantit à l'étudiante ou l'étudiant qu'elle ou il pourra achever son programme sur le campus même où elle ou il a commencé ses études.

APPRENTISSAGE PAR L'EXPÉRIENCE

La viabilité du Nord de l'Ontario dépend directement de la mise en oeuvre et du soutien de la croissance économique dans la région. La région est lourdement tributaire de l'extraction de ses ressources naturelles et de nombreux collèges et universités du Nord offrent des programmes qui sont directement liés à ces secteurs comme la foresterie, les mines, les loisirs de plein air et la géologie. Un facteur pour assurer la croissance économique du Nord de l'Ontario serait de protéger contre l'exode et le moyen d'attirer de nouveaux travailleurs, travailleuses, étudiantes et étudiants dans la région. De plus en plus, les établissements du Nord se font dépasser par des collèges et universités urbains plus grands parce que les étudiantes et étudiants les perçoivent comme étant plus proches des perspectives importantes d'apprentissage et d'emploi telles que des programmes de stage, d'apprentissage et d'apprentissage par l'expérience.

La tendance des possibilités d'apprentissage par l'expérience se situait normalement dans les domaines STIM, alors que certaines perspectives sont offertes aux étudiantes et étudiants dans certains programmes d'arts et de science. Ces expériences sont beaucoup moins fréquentes dans les établissements du Nord, où l'économie des ressources naturelles domine le marché du travail. En outre, le climat économique de la région fait qu'il est difficile d'attirer de nouvelles entreprises ou de motiver l'innovation. Afin de lutter contre l'exode des cerveaux et la stagnation économique, la province doit agir de manière stratégique pour garder les étudiantes et étudiants dans le Nord, pour attirer d'autres du Sud et pour offrir des possibilités d'apprentissage par l'expérience dynamiques et souples dans les collèges et universités du Nord.

Par l'intermédiaire du programme de stages du Fonds du patrimoine dans le Nord de l'Ontario, les organisations des secteurs privé et public, sans but lucratif, peuvent demander des fonds en vue d'organiser un stage, et les étudiantes et étudiants peuvent faire la demande de l'un de ces postes. Les fonds sont admissibles à divers secteurs économiques, de l'économie numérique à la gestion des ressources naturelles sans oublier l'entreprise privée; cependant, les fonds sont restreints aux diplômées et diplômés des collèges et universités et ne s'appliquent pas aux étudiantes et étudiants qui sont actuellement inscrits à un programme postsecondaire.⁸ Il est plus probable que les diplômées et diplômés quittent la région rapidement pour aller chercher les perspectives économiques offertes dans les centres urbains, alors que les étudiantes et étudiants inscrits actuellement aux études postsecondaires sont plus susceptibles d'envisager de rester dans la région si on leur offre des possibilités d'apprentissage par l'expérience et des chemins de carrière éventuels avant l'achèvement de leurs études. Pour garder et attirer des effectifs jeunes, créatifs et productifs dans le Nord de l'Ontario, le gouvernement doit agir immédiatement pour démontrer aux étudiantes et étudiants actuels que vivre et travailler dans le Nord peut s'avérer tout aussi viable sur le plan économique qu'à Ottawa ou Toronto.



Recommandation:

Le gouvernement devrait réviser les politiques du programme de stages du Fonds du patrimoine dans le Nord de l'Ontario, afin que les étudiantes et étudiants actuels soient admissibles aux possibilités de stage pouvant durer près de quatre mois. Doubler de cinq à dix millions de dollars le financement du programme.

8. <http://nohfc.ca/fr/programmes/programme-de-stages-dans-le-nord-de-lontario>



SOUTIEN DE TOUS LES APPRENANTS ET APPRENANTES AUTOCHTONES

L'Ontario a la plus importante population autochtone au Canada. Selon le recensement de 2011, 301 452 Autochtones s'y disent chez eux, ce qui représente environ 2,4 pour cent de la population totale.⁹ Toutefois, dans les régions du Nord de la province, les Autochtones représentent une proportion bien plus importante de la population locale, soit près de 20 pour cent dans la région de Kenora et de 10 pour cent à Thunder Bay. À l'échelle nationale, les communautés autochtones sont le groupe démographique qui connaît l'expansion la plus rapide au pays. Contrairement à l'ensemble de la population au Canada qui prend de l'âge, la population autochtone est très jeune, et cette situation présente des possibilités uniques et importantes sur le plan des avantages économiques et sociaux particulièrement pour les communautés autochtones et pour le Canada en général.

9. Statistique Canada. « Nombre et répartition de la population déclarant une identité autochtone et pourcentage d'Autochtones au sein de la population, Canada, provinces et territoires, 2011 ». <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-011-x/2011001/tbl/tbl02-fra.cfm>



Malheureusement, en raison du racisme institutionnalisé, de l'exclusion économique et le processus colonial qui se poursuit, de nombreuses communautés autochtones doivent composer avec la pauvreté et le chômage. En 2014, le taux de chômage global en Ontario était de 6,3 pour cent, tandis que le taux de chômage parmi les Autochtones de la province était de 10,3 pour cent.¹⁰ Cet écart devient plus marqué parmi les populations plus jeunes. Il n'y a pas seulement un impératif moral, mais un avantage économique important à investir dans l'éducation, la formation et l'emploi des Autochtones, particulièrement dans le Nord de l'Ontario. On estime à plus de 300 000 le nombre de jeunes autochtones qui pourraient faire leur entrée sur le marché du travail au cours des 15 prochaines années et en 2009, un rapport du Centre d'étude des niveaux de vie a conclu que combler l'écart entre les apprenantes et apprenants autochtones et non autochtones au Canada pourrait donner lieu à une croissance additionnelle directe du PIB de 179 milliards de dollars et à une croissance totale de plus de 400 milliards de dollars au cours des vingt prochaines années.

L'éducation postsecondaire des étudiantes et étudiants autochtones est principalement financée par l'intermédiaire du Programme d'aide aux étudiants du niveau postsecondaire (PAENP) fédéral, en reconnaissance du fait que l'accès à l'éducation est un droit conféré par traité. Toutefois, depuis la fin des années 1990, l'augmentation des fonds pour le PAENP a été plafonnée à deux pour cent, ce qui est bien en deçà de la croissance de la population et des taux des frais de scolarité qui grimpent. Cela signifie que de nombreuses communautés autochtones doivent faire le choix difficile à savoir qui aura droit à des études postsecondaires complètement, partiellement ou pas du tout subventionnées. Il s'ensuit également que les communautés autochtones choisissent de subventionner les programmes de formation professionnelle qui sont moins dispendieux afin de s'assurer qu'un plus grand nombre d'étudiantes et d'étudiants peuvent obtenir une certaine forme d'éducation. La formation professionnelle et technique est vitale à notre économie, mais ces circonstances limitent également les possibilités et les choix qui s'offrent aux étudiantes et étudiants et il est essentiel de nous assurer que tous les apprenants et apprenantes autochtones peuvent opter pour le domaine d'éducation de leur choix sans obstacles financiers, qu'il s'agisse de la formation professionnelle ou technique, des stages, d'une éducation collégiale ou universitaire.

Lors des élections fédérales de 2015, le parti libéral a lancé un programme électoral qui incluait l'élimination du maximum de deux pour cent pour le PAENP et l'injection dans le programme de fonds indispensables, mais le Budget 2016, malgré d'importants investissements dans l'aide financière globale aux études, n'a pas rempli cette promesse. À la lumière de ce manque de leadership fédéral, la province doit intervenir pour subventionner adéquatement les apprenantes et apprenants autochtones et combler l'écart en matière d'éducation en Ontario.

Le gouvernement de l'Ontario a déjà pris d'importantes mesures pour financer et soutenir l'éducation et la réussite postsecondaires des Autochtones et il existe beaucoup d'autres occasions de soutenir davantage les apprenantes et apprenants autochtones et de combler l'écart laissé par le financement inadéquat du PAENP. La province pourrait s'assurer que les fonds du PAENP sont superposables, pour veiller à ce que l'étudiante ou l'étudiant qui reçoit l'aide du PAENP ne voie pas son évaluation pour le RAFEO touchée par le programme. La province pourrait également donner accès à des outils d'aide financière, tels que la Garantie d'accès aux études, aux apprenantes et apprenants autochtones qui luttent pour payer les coûts de leur éducation postsecondaire.

Par la consultation et la coopération, l'Ontario pourrait devenir un chef de file provincial en matière d'accès à l'éducation pour les Autochtones, en mettant l'accès à l'éducation collégiale et universitaire à la portée de milliers d'étudiantes et d'étudiants autochtones qui n'auraient pas autrement la chance de faire des études postsecondaires ou qui lutteraient pour tenir le rythme de leurs coûts toujours croissants.

Recommandation

En collaborant avec les communautés autochtones, les apprenantes, les apprenants, les collèges, les universités et les organisations étudiantes, la province devrait élaborer une nouvelle évaluation des besoins pour les étudiantes et étudiants autochtones et d'explorer les possibilités de donner accès à des programmes d'aide financière nouveaux et existants pour combler l'écart causé par le financement inadéquat du PAENP. De plus, permettre que le PAENP vienne compléter le RAFEO sans que le financement fourni par le programme soit compté pendant les évaluations du RAFEO.

10. Emploi et Développement social Canada. « Bulletin du marché du travail autochtone : printemps 2015 : Profils régionaux du marché du travail de l'Ontario ». <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/services/autochtones/bulletins.html>

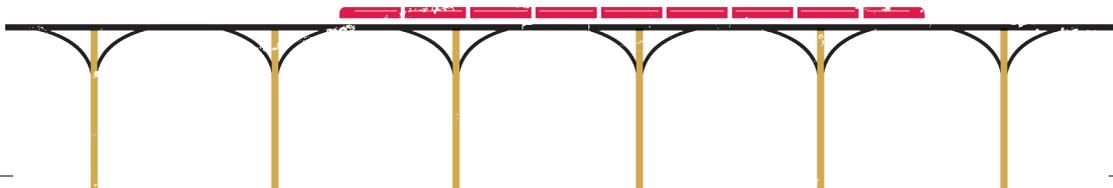
INVESTISSEMENT DANS LE SERVICE FERROVIAIRE DE VOYAGEURS

De nombreux facteurs économiques, sociaux et environnementaux contribuent à l'importance d'un service ferroviaire de voyageurs pour les communautés du Nord de l'Ontario. Un service de train est plus sûr, plus abordable, produit moins d'émissions de carbone et il est plus facile d'accès pour les jeunes et les aînées et aînés. Près de 6 000 kilomètres de voie ferroviaire relie les municipalités et les Premières Nations dans tout le Nord. Pour de nombreux Ontariens et Ontariennes, c'est le seul mode de transport sur lequel ils peuvent compter pour voyager sur de longues distances.

Au cours des dernières décennies, le déclin dans le service ferroviaire de voyageurs et une réduction des itinéraires des autobus Greyhound Canada ont rendu plus difficile pour les gens de vivre, travailler et étudier dans le Nord. Bien que la plupart des communautés soient reliées aux principales autoroutes, des conditions climatiques extrêmes rendent les déplacements sur les autoroutes difficiles, dangereux et longs.

Il n'y a qu'une poignée d'entreprises qui exploitent les services ferroviaires ou d'autobus dans le Nord. À l'instar de toutes les entreprises, Ontario Northland, Greyhound Canada et CN Rail sont soumis à des limites financières liées à la rentabilité de certains itinéraires. Mais ces entreprises fournissent la seule option pour des milliers d'Ontariennes et d'Ontariens qui doivent se déplacer entre ces communautés. Le gouvernement de l'Ontario doit investir dans le service ferroviaire de voyageurs afin de s'assurer que ce mode de transport demeure une option viable pour les gens à l'avenir. En l'absence d'investissements aujourd'hui, les itinéraires ferroviaires existants deviendront moins abordables en raison des coûts croissants de l'entretien différé.

Tous les ordres de gouvernement au Canada investissent dans les transports en commun à l'échelle du pays. Cependant, un montant disproportionné de ces investissements est injecté dans le Sud de l'Ontario. En 2014, VIA Rail Canada, le seul transporteur national interurbain de passagers, a reçu du gouvernement fédéral 317,1 millions de dollars en fonds d'exploitation et 80,9 millions en fonds pour dépenses en capital. Metrolinx, qui exploite GO Transit, reçoit de la province deux milliards de dollars en fonds annuels de base. Cette société de la couronne bénéficie également d'un à deux milliards de dollars en fonds combinés des gouvernements fédéral et provincial.



Par contraste, au cours des dernières années, le service ferroviaire de passagers a connu un déclin dans le financement du gouvernement dans le Nord de l'Ontario. Cette situation a donné suite à plusieurs réductions et annulations des services, notamment d'importantes réductions dans le service VIA Rail de Sudbury à Winnipeg; l'annulation du service de voyageurs d'Ontario Northland de Toronto à Cochrane en 2012; et du service d'Algoma Central entre Sault Ste. Marie et Hearst en 2015. De multiples lignes ferroviaires sur courtes distances et les chemins de fer régionaux ont aussi été éliminés ou abandonnés.

Ne pas investir dans une infrastructure de transport adéquate touche de manière disproportionnée les communautés autochtones ainsi que les jeunes et les familles ayant un faible revenu qui dépendent des transports en commun pour accéder aux possibilités et services essentiels dans d'autres parties de la province. Dans les communautés éloignées, un billet d'avion aller-retour à Thunder Bay pourrait facilement coûter mille dollars. Le maintien des liens à un réseau de transport provincial et national aidera à freiner l'exode hors des communautés du Nord, spécialement sur les réserves, alors que des générations de jeunes étudient hors de leur communauté. Les universités et les collèges du Nord de l'Ontario bénéficieraient également de manière importante d'options de voyage efficaces et à prix abordable afin d'attirer une population ontarienne plus vaste.

Recommandation

Le gouvernement devrait investir dans une stratégie de transport en commun du Nord de l'Ontario qui financerait adéquatement le service ferroviaire de voyageurs dans la région et fournirait des fonds additionnels pour les transports en commun dans les centres urbains plus importants du Nord



PROGRAMME DE DÉGRÈVEMENT FISCAL POUR LES FRAIS DE SCOLARITÉ

Les étudiantes et étudiants qui étudient dans les communautés du Nord font souvent face à des défis additionnels pour décrocher un emploi intéressant après l'obtention du diplôme. Des statistiques indiquent que le Nord de l'Ontario continue de souffrir de l'exode des jeunes, alors que les diplômées et diplômés sont motivés à quitter leur communauté à la recherche de perspectives de carrière.

Au cours des 25 prochaines années, il est prévu que la population du Nord de l'Ontario connaisse une baisse de 3,4 pour cent, de 803 000 en 2013 à 776 000 d'ici 2041.¹¹ Dans le passé, l'augmentation naturelle positive du Nord de l'Ontario a compensé une partie de ces pertes que la région a connues en raison de la migration nette. Toutefois, la hausse naturelle globale dans le Nord est maintenant négative et il est prévu qu'elle le demeure avec le vieillissement de la population. Dans huit des neuf zones régionales du Nord de l'Ontario, un déclin constant des populations est prévu pour les 25 prochaines années.

Le Nord de l'Ontario ne reçoit qu'une maigre part de la migration internationale et a connu un exode net, particulièrement parmi les jeunes, ce qui réduit la croissance actuelle et future de la population. Alors que la population de la génération du baby-boom diminue, l'exode menace de compromettre encore davantage la viabilité des économies du Nord. Avec un ralentissement dans les secteurs de la foresterie et des mines, le coût élevé de l'éducation force des centaines de jeunes à quitter la région chaque année pour trouver du travail dans les centres urbains du Sud. Les jeunes qui sont accablés de dettes de niveaux très élevés sont particulièrement vulnérables à l'exode, puisque les diplômées et diplômés pourraient ne pas avoir les moyens d'être sans emploi pendant une longue période ou d'accepter un poste mal rémunéré.

Les établissements du Nord jouent un rôle clé dans leurs économies locales. Dans les petites communautés des régions éloignées, les universités et les collèges servent de centres culturels et d'employeurs principaux. Les étudiantes et étudiants qui fréquentent ces établissements emportent avec eux l'expertise et les buts d'entrepreneuriat. Lorsque ces jeunes gens sont forcés de partir en raison d'obstacles financiers, les économies locales en souffrent. Les individus talentueux déménagent et l'assiette fiscale est réduite; les communautés qui ont investi lourdement dans les établissements afin d'investir dans la création de perspectives pour les jeunes voient fondre le rendement de leur investissement; et les familles sont démembrées.

Afin d'aider à aborder la question de l'exode des jeunes et du déclin de la population dans le Nord, le gouvernement devrait investir dans des programmes qui encouragent les jeunes à vivre et à travailler dans le Nord après leurs études. Une approche efficace inclurait un

système de dégrèvement fiscal dans le cadre duquel les étudiantes et étudiants seraient en mesure de réclamer certaines de leurs dépenses pour les frais de scolarité après l'obtention du diplôme s'ils décidaient de vivre dans une communauté du Nord. Le remboursement de l'impôt du Manitoba sur le revenu pour les frais de scolarité est un excellent exemple de la façon dont un programme de dégrèvement fiscal pourrait inciter les étudiantes et étudiants à s'installer dans le Nord de l'Ontario. Au Manitoba, les étudiantes et étudiants peuvent avoir droit à un dégrèvement fiscal de près de 60 pour cent de leurs frais de scolarité admissibles à partir du moment où ils obtiennent leur diplôme. Cela signifie qu'une étudiante ou qu'un étudiant qui a payé au total 25 000 \$ en frais de scolarité pendant ses études pourrait être admissible à des dégrèvements de près de 15 000 \$.

Le crédit annuel maximum est de 10 pour cent du total des frais de scolarité versés. Pour récupérer le maximum de 60 pour cent du total des frais de scolarité, une personne doit payer assez d'impôt au Manitoba pour absorber le crédit. S'il ne paie pas assez d'impôt au Manitoba, cet individu peut reporter sa demande pendant une période allant jusqu'à 10 ans et a jusqu'à 20 ans après la demande initiale pour obtenir les dégrèvements fiscaux.

Ce type de programme fournit une motivation précieuse pour que les étudiantes et étudiants continuent de vivre dans les régions éloignées et du Nord de la province après l'obtention du diplôme ou pour déménager des autres provinces vers le Nord. Également, il aide directement les étudiantes et étudiants qui veulent revenir à leur foyer dans ces régions, où les emplois bien rémunérés pourraient se faire plus rares. En leur fournissant d'autres encouragements financiers rattachés à leur salaire, le gouvernement peut soutenir les étudiantes et étudiants et des communautés durables grâce à cette option peu coûteuse.

Recommandation

Le gouvernement devrait subventionner un nouvel encouragement fiscal pour les diplômées et diplômés des collèges et universités du Nord de l'Ontario, ce qui leur permettrait de récupérer des portions de leurs frais de scolarité par l'intermédiaire de crédits d'impôt auxquels ils seraient admissibles s'ils demeurent dans la région pour y travailler après l'obtention du diplôme. Cet investissement représente un coût annuel de 27,5 millions de dollars.

11. Ministère des Finances, Projections sur la population de l'Ontario, 2011.

ÉVALUATIONS DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES

Les collèges et universités jouent de nombreux rôles importants en milieu communautaire, soit des lieux d'enseignement supérieur, des centres culturels, d'installations de loisir et des employeurs majeurs. Ces établissements contribuent à des communautés durables en faisant la promotion de nouvelles idées, en attirant des populations de jeunes étudiantes et étudiants de carrière, et en créant des perspectives commerciales qui génèrent des recettes fiscales. Dans le Nord de l'Ontario, les établissements postsecondaires font également office de centres régionaux, où les individus des communautés rurales ou éloignées peuvent aller vivre et étudier pendant qu'ils s'instruisent. Par exemple, l'Université de Lakehead à Thunder Bay attire des étudiantes et étudiants venant d'une région aussi vaste que la France. Sans cette université, des centaines d'étudiantes et d'étudiants des communautés éloignées de tout le Nord de l'Ontario n'auraient d'autre option que de voyager sur de bien plus grandes distances vers le Sud de l'Ontario pour faire des études postsecondaires à un coût financier énorme.

Parce que les écoles dans le Nord ont tendance à répondre aux besoins de régions beaucoup plus vastes que celles du Sud de l'Ontario, elles sont bien placées pour offrir un large éventail de programmes en vue de répondre aux différents besoins des étudiantes et étudiants pour lesquels un établissement particulier ne pourrait être que la seule option. Traditionnellement, les établissements du Nord offrent divers programmes et sont équipés pour offrir une éducation complète, tant en arts qu'en sciences. Cependant, les initiatives du gouvernement en vue de spécialiser les collèges et universités par la différenciation poussent lentement les établissements à réduire le nombre de programmes offerts alors que le financement est concentré sur les domaines d'étude les plus profitables et les plus concurrentiels. Il est essentiel que les établissements postsecondaires dans le Nord soient adéquatement financés pour qu'ils puissent maintenir un large éventail de programmes et répondre ainsi aux besoins de tous les étudiants et étudiantes de la région.

Dans les villes du Nord comme Sault Ste. Marie, Sudbury, North Bay et Thunder Bay, la performance des collèges et universités est étroitement liée au succès de l'économie locale. Lorsqu'on se penche sur les retombées économiques annuelles de ces établissements, on peut facilement identifier les avantages financiers et sociaux de leur présence au sein de ces communautés. La plupart de ces établissements effectuent leurs propres évaluations économiques pour des motifs divers. Cependant, il n'existe aucune méthode commune d'évaluation ni de stratégie unifiée pour regrouper cette information. Pour aider à souligner l'importance des établissements du Nord dans les économies locales, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la formation professionnelle devrait mandater la communication de rapports sur les retombées économiques rédigés par les administrations des collèges et universités.



Si ces données étaient accessibles et publiques, elles pourraient s'avérer utiles aux responsables de l'élaboration des politiques en leur permettant de mieux comprendre pourquoi le soutien de ces établissements dans l'offre d'un vaste éventail de programmes s'impose. Cette information devrait être soigneusement pesée pour toute planification à long terme de changements dans la structure géographique de l'éducation postsecondaire de la province.

Recommandation

Le gouvernement provincial devrait mandater tous les collèges et universités publics à effectuer des évaluations annuelles des retombées économiques qui seraient facilement accessibles au public dans les sites Web des établissements et dans une base de données centralisée du gouvernement.



CONCLUSION

Ce mémoire souligne certains des défis auxquels font face les étudiantes et étudiants du Nord de l'Ontario : de l'absence de transports en commun aux contraintes financières, sans oublier les perspectives d'apprentissage. Par conséquent, dans de nombreux domaines, le Nord de l'Ontario ne fait pas le poids en comparaison de ses partenaires du Sud et urbains. Mais chaque défi s'accompagne de possibilités et comme le démontre ce mémoire, diverses possibilités uniques et créatives sont à notre portée immédiatement et à moyen terme pour faire du Nord de l'Ontario un lieu idéal où vivre, travailler et étudier, non seulement pour les résidents locaux, mais aussi pour les étudiantes et étudiants du Sud de l'Ontario, des autres provinces et de l'étranger.

À cette fin, le gouvernement doit intervenir et collaborer sans délai avec les étudiantes et étudiants, les établissements et les communautés afin de créer un système d'éducation postsecondaire dans le Nord de l'Ontario qui est durable, à prix abordable et de haute qualité.

Bon nombre des propositions soulignées dans ce mémoire s'inspirent de programmes existants ou mettent en application des changements de conception qui les rendent plus transparents, accessibles et efficaces. En travaillant ensemble, la Fédération est persuadée que le Nord de l'Ontario peut devenir un centre dynamique et viable pour la vie scolaire et économique dans l'avenir de la province.











cfson



cfson



FCÉE Ontario

fceeontario.ca

